

22/11/2013 15:54:00

Le "crowd funding" restera marginal dans les industries culturelles (étude)

AVIGNON, 22 nov 2013 (AFP) - Le "crowd funding", ou financement participatif, qui permet à un artiste de faire financer son oeuvre directement par le public, restera marginal dans les industries culturelles, selon une étude du cabinet Kurt Salmon présentée vendredi au **Forum** d'Avignon.

Ce mode de financement se développera dans les années qui viennent, mais ne sera dans l'avenir "qu'un financement complémentaire", selon Philippe Pestanes, qui a présenté l'étude consacrée aux industries du livre, de la musique, des jeux vidéo et du cinéma.

Aujourd'hui, il n'y a "aucun artiste autoproduit dans le top 20" des ventes dans les secteurs étudiés, a-t-il expliqué. Selon cette étude, dans cinq ans, le "crowd funding" représentera tout au plus 10% du marché, contre moins de 1% aujourd'hui.

"La révolution, ce n'est pas le financement, c'est la relation à long terme qui se crée entre un artiste et le public" qui le finance, a réagi Martijn Arets, Fondateur de Crowd Expedition/Forget the Box, un acteur du "crowd funding" invité à une table ronde sur le sujet.

"Il est trop tôt pour tirer des conclusions", selon lui. "Nous sommes au milieu d'une révolution, il est compliqué de prévoir quelle importance ce phénomène prendra", a-t-il jugé.

Pour l'économiste Christian de Boissieu, ce mode de financement demande en tout cas "une exigence de transparence et de sécurité" pour "conserver la confiance" du public financeur.

Par ailleurs, selon la même étude, avec le virage du numérique, le partage de valeurs entre auteurs, producteurs, intermédiaires et distributeurs profite surtout aux producteurs au détriment des intermédiaires.

"La réelle valeur du secteur est restée aux mains des acteurs du secteur", a constaté M. Pestanes de Kurt Salmon.

Ainsi, pour un livre par exemple, l'auteur touche environ 10% du prix final, qu'il soit en version numérique ou physique et le distributeur 30% quel que soit le format. En revanche, la part des intermédiaires (transporteur, imprimeur pour le livre physique, agrégateur pour le numérique) passe de 30% du prix à 12%, tandis que la part des producteurs passe de 30 à 48% en version numérique.

Ce passage au digital reste en revanche associé à une baisse des prix. "Le producteur semble donc tirer son épingle du jeu en terme de revenus. Mais, du fait de la baisse des prix, il doit vendre deux fois plus pour atteindre les mêmes marges", peut-on lire dans l'étude.

"Mini Davos de la culture", le Forum d'Avignon se tient jusqu'à samedi.

tlg/cho/nm